

Dossier pesticides

revue « ENVIRONNEMENT » n° 63, juin-juillet 2002, IEW

Le corps empoisonné

Une exposition aux molécules de pesticides est inévitable: ils se retrouvent dans l'eau, l'air, le sol, les organismes vivants, les aliments (fruits et légumes, viandes et volailles...) et l'habitat. Ils nous reviennent aussi des pays du Tiers monde, où sont exportés des pesticides interdits chez nous et où la réglementation est plus laxiste, via les fruits exotiques, les textiles, etc.

Qu'on le veuille ou non, on ne peut se préserver des pesticides. Ils pénètrent dans notre organisme par diverses voies: orale, respiratoire, cutanée et peuvent y exercer, à faible dose, en mélanges et à long terme, des effets multiplicatifs ou additifs.

Les enfants d'abord

L'exposition à des pesticides neurotoxiques dans l'alimentation n'en est qu'une illustration. Sur base des résultats d'échantillonnages effectués par l'Inspection de la santé des Pays-Bas, on peut déduire que les consommateurs, spécialement les enfants, courent le risque d'effets dommageables pour leur santé. Il s'agit précisément d'organophosphorés et de carbamates retrouvés notamment dans les raisins, les épinards et les pommes (parathion, diméthoate).(1)

À ces effets neurotoxiques s'ajoutent ceux induits par d'autres polluants tels que plomb, mercure, PCB, solvants organiques, etc. On peut poser l'hypothèse que leurs effets se combinent. On sait (études épidémiologiques, médecine du travail, recherche) que cela se traduit concrètement par des difficultés de concentration et d'apprentissage, des défauts de langage, des pertes de mémoire, des problèmes de coordination et, le cas échéant, des pathologies plus graves.

Les fœtus et les enfants dans les premières années de leur vie, sont particulièrement vulnérables. Une exposition précoce a des conséquences à long terme: ils sont extrêmement sensibles à certaines substances chimiques pouvant laisser des séquelles irrémédiables; ils sont plus exposés à des polluants dans leur environnement immédiat (sols, tapis, rideaux, jouets) - en particulier par voie orale; proportionnellement à leur poids, ils respirent, boivent, mangent et absorbent davantage de substances toxiques que les adultes.

Le Bureau européen de l'OMS s'en inquiète(2). "Le lien entre la dégradation de l'environnement et une mauvaise santé est clairement démontré, mais nous devons approfondir les recherches pour mieux comprendre ces questions complexes." À cette occasion, la Commission européenne suggère "d'apporter une réponse politique aux risques que fait peser un mauvais environnement sur la santé des enfants" Voilà qui est un bon début, à quand la suite?

Par avion, dans les PVD

Les effets sur les hommes, les femmes, les enfants, sont visibles à l'œil nu, dans des zones où l'on pulvérise à tour de bras, où on utilise les pesticides sans aucune précaution, où l'eau, le lait, le beurre, les légumes, les poissons sont à l'évidence contaminés (de fortes concentrations ont été retrouvées dans les échantillons analysés), tout comme l'environnement, la nature, les êtres vivants aux alentours: paralysie, retards mentaux, difformités physiques congénitales, diminution de la fertilité masculine, fausses couches, désordres hormonaux chez les femmes, problèmes de peau, etc. Cela se passe au Sud, en Inde ou aux Philippines par exemple, et dans l'indifférence générale des autorités publiques et des organismes internationaux. Qui investirait dans ces recherches sans intérêts commerciaux? Qui mènerait des actions en justice pour obtenir réparation?

Des faits qui n'empêchent pas les grandes firmes (Monsanto, Hoechst...) d'assurer que leurs produits "sont relativement sûrs, sans danger pour l'utilisateur, les insectes utiles et l'environnement". Selon elles, pas de danger si on les utilise avec toutes les précautions de manipulation requises. Et tant pis pour ceux qui ne savent pas lire.

Où sont les preuves?

La littérature scientifique sur les "dommages collatéraux" résultant de l'utilisation des pesticides est abondante et montre notre méconnaissance et notre incapacité à maîtriser leurs effets. Cette maîtrise est du reste illusoire et même absurde dans le contexte actuel d'une utilisation intensive de pesticides.

Si la littérature ne manque pas, le lien direct de cause à effet n'en reste pas moins très difficile voire impossible à établir, comme il apparaît dans bon nombre de rapports officiels. Ainsi en est-il du tout récent projet de rapport des Nations-Unies sur les perturbateurs endocriniens (voir encadré) (3), qui n'est pas sans réjouir l'industrie chimique, car dans notre monde, "il n'y a pas de vérité sans preuve", postulat que les autorités prennent pour acquis. Tant que le lien entre telle substance active et le développement de telle pathologie n'est pas sci-en-ti-fi-que-ment démontré, à 99,99%, c'est "bernique et bourricot", et vive l'industrie des pesticides!

L'étude rapporte que sont bel et bien observés des effets négatifs sur les organismes lors des tests réalisés en laboratoire ainsi que des perturbations de la reproduction de la faune sauvage, de poissons, reptiles, amphibiens, oiseaux et même de mammifères et d'autres organismes, tout comme l'augmentation de maladies humaines liées au système endocrinien. Mais " l'explication de ces phénomènes n'est pas clairement démontrée " ou bien " les données manquent ".

Il faut toutefois admettre, conclut l'étude, que la situation est préoccupante, et que si les effets des perturbateurs endocriniens ne sont pas prouvés, il n'est pas prouvé non plus que l'on peut considérer ces effets comme négligeables. Les effets sur la faune sauvage sont jugés "étendus". Les auteurs reconnaissent également la faiblesse de nos connaissances sur les effets d'une exposition chronique à de faibles doses.

En attendant, perturbateurs endocriniens, mutagènes, immunotoxiques, cancérigènes, neurotoxiques sont particulièrement préoccupants, et ce d'autant plus qu'il sont bioaccumulables, mais peu importe, que les recherches continuent! Et l'on remet aux calendes grecques les choix politiques qui s'imposent. Jusqu'où faut-il prouver que les pesticides empoisonnent le monde?

Notes :

(1) "Have we lost our heads? Neurotoxin residues harmful to the developing brains of our children", Consumentenbond, Stichting Natuur en milieu, Nederland, 2000.

(2) "La santé des enfants et l'environnement: examen des données scientifiques", OMS, Bureau régional de l'Europe, avril 2002.

(3) "Global assessment of the state-of-the-science of endocrine disruptors", UN IPCS, (draft).

Contamination générale

Catherine Wattiez, Dr.Sc.
PAN Europe

« Il existe suffisamment d'évidences pour que l'on puisse suggérer que le niveau et l'évolution des problèmes causés par les pesticides soient sérieux et en croissance, en particulier en ce qui concerne la contamination des eaux souterraines, des aliments et l'accumulation de certains pesticides au niveau des plantes et animaux. Nous n'avons encore qu'une maigre compréhension des effets de faibles quantités de polluants qui s'accumulent dans le corps humain et, en conséquence, il est nécessaire de protéger par priorité les groupes vulnérables tels les enfants et les personnes âgées ».

C'est ce que déclare la récente Communication de la Commission européenne relative au sixième Programme d'action pour l'environnement(1) qui propose, pour l'avenir, une "Stratégie thématique pour un usage soutenable des pesticides(2)". Depuis dix ans que l'on parle d'une nécessaire Directive européenne pour la réduction de l'utilisation des pesticides, la consommation globale des pesticides « phytopharmaceutiques » a encore augmenté en Europe, et ce, malgré le recours croissant à des pesticides actifs à plus faibles doses. De tous les pays de l'Union européenne, c'est en Belgique que leur consommation (en kilos de matières actives par hectare de terres agricoles) est la plus élevée(3). L'importance de l'exposition aux pesticides s'apprécie, entre autres, au vu de la contamination des eaux et des aliments.

Cocktail grisant

La présence de pesticides dans les eaux de pluie, de surface et souterraine conditionne la qualité de notre eau potable. La norme européenne pour les pesticides dans les eaux potables est de 0,1 µg/l (4) pour chaque pesticide individuel et de 0,5 µg/l pour la somme des concentrations en pesticides.

Le contrôle des pesticides dans les eaux rencontre de nombreux obstacles. Sur les quelque 750 matières actives utilisées en Europe, on ne peut en pratique en analyser qu'environ une centaine. Beaucoup ne peuvent être mesurées à des seuils suffisamment bas en regard de leurs effets à faibles doses (c'est le cas par exemple des sulfonilurées), car les analyses sont très laborieuses et très coûteuses.

A défaut de données détaillées, plutôt qu'agrégées, des analyses des pesticides dans les eaux wallonnes, nous nous baserons ici surtout sur les données des producteurs d'eau et des autorités flamandes.

Parmi les pesticides les plus susceptibles d'être retrouvés ou qui ont effectivement été recherchés et retrouvés en Belgique dans les eaux souterraines et de surface ([données exhaustives 1](#)) citons 32 cancérigènes présumés, 20 perturbateurs hormonaux potentiels ou encore 11 pesticides de familles au mécanisme d'action similaire et pouvant donc exercer des effets additifs ou cumulatifs (entre autres, organophosphorés et carbamates). Selon la Fédération européenne des producteurs d'eau, la Belgique figure parmi les quatre à six pays européens dont les eaux souterraines, tout comme les eaux de surface, sont les plus polluées par les pesticides. Ainsi, pour les eaux souterraines, qui alimentent 64% de la population, 5,2% des ressources sont régulièrement contaminées par des pesticides en concentration supérieure à 0,1 µg/l et 11% le sont occasionnellement au-dessus de cette norme. Les producteurs d'eau belges, qui suivent certains pesticides dans les eaux, épinglent particulièrement dans les eaux souterraines la présence, en des concentrations supérieures à 0,1 µg/l, de pesticides préoccupants car très difficiles à éliminer lors de la potabilisation de l'eau ou localisés dans des captages ne possédant pas de traitement approprié. Il en est de même dans les eaux de surface, en concentrations plus importantes ([données exhaustives 1](#)). En Wallonie, 27 captages d'eau souterraine ont été abandonnés en raison de la présence de pesticides - soit 24 de plus qu'en 1993.

Dans le panier de la ménagère

L'Union européenne a publié les résultats des contrôles des résidus dans les fruits, légumes et céréales des Etats membres pour 2000 (5). En Belgique, 39% des échantillons contenaient des résidus en des concentrations inférieures ou égales à la limite maximale en résidus (LMR) communautaire ou nationale, 7,2% montraient des concentrations supérieures à ces LMR. De plus, dans 18,1% des cas, plus d'un résidu a été retrouvé par échantillon. La Belgique figure parmi les sept pays de l'Union européenne les plus contaminés en résidus sur et dans les denrées d'origine végétale. Parmi les pesticides le plus souvent incriminés figurent notamment neuf cancérigènes présumés, dix perturbateurs endocriniens présumés et sept pesticides de la famille des organophosphorés et carbamates ([données exhaustives 2](#)).

Une étude hollandaise (6) portant sur les effets neurotoxiques cumulés des résidus de pesticides organophosphorés et carbamates dans l'alimentation a montré que les enfants hollandais de 0 à 6 ans absorbent en moyenne 17 fois plus d'équivalents toxiques que ne le prône la norme de l'Agence américaine de protection de l'environnement relative à l'exposition chronique. De plus, 2 % de ces enfants sont susceptibles de manifester des symptômes d'empoisonnement aigus si l'on compare les quantités ingérées à la norme américaine relative à l'intoxication aiguë. Etant donné que nos aliments sont fortement contaminés par ces mêmes familles de pesticides, il y a de fortes chances que la situation soit la même en Belgique.

Appel à mobilisation

Les données relatives à la contamination de l'environnement par les pesticides montrent une exposition chronique à de très nombreux pesticides et à leurs métabolites. Il est urgent, ne fut-ce que pour des raisons de santé publique, de réduire au maximum notre exposition à ces substances et de mettre en œuvre, au niveau belge, un ambitieux "plan intégré de réduction de l'utilisation des pesticides".

Notes :

- (1) Programme qui définit les grandes lignes de la politique européenne de l'environnement de 2001 à 2010.
- (2) En l'occurrence, appelés "produits phytopharmaceutiques", utilisés principalement en agriculture mais aussi dans les parcs et jardins.
- (3) Eurostat ; " Examen des performances environnementales - Belgique ", OCDE, 1998.
- (4) Limite de détection analytique lors de la première directive relative à la qualité de l'eau potable, adoptée en 1980 et maintenue en 1998 au vu de l'absence d'information sur la toxicité des mélanges de pesticides sur le long terme.
- (5) " Monitoring of pesticides residues in products of plant origin - 2000 Report ", European Commission, SANCO/687/02 final, 2002.
- (6) " Have we lost our heads ? Neurotoxic residues harmful to the developing brain of our children ", Consumentenbond en Stichting Natuur en Milieu, 2000.

Partout, ils sont partout!

On pulvérise les champs agricoles, on traite les semences et on utilise des produits "phytopharmaceutiques" jusque dans les jardins. On parle de "biocides" à la maison aussi, où l'air et les poussières s'avèrent de véritables réservoirs de résidus de pesticides, mobilisés pour la protection du bois, des textiles, etc. Sans compter le traitement des eaux industrielles, la désinfection des bâtiments...

Limites de détection dans les aliments pour bébés

Les limites maximales en résidus (LMR) fixées dans la législation ne tiennent compte ni des interactions possibles entre pesticides, ni de la sensibilité particulière des fœtus et jeunes enfants à certains effets toxicologiques, contrairement aux directives relatives aux aliments préparés pour bébés, où la LMR de tous les pesticides est fixée à la limite de détection analytique.

OGM et pesticides : les deux font la paire

Aux USA, le tiers des variétés de maïs cultivées sont des OGM 90 % de celles-ci sont résistantes au glyphosate (Roundup), le célèbre herbicide de Monsanto. La culture de soja transgénique résistant au Roundup a conduit à une augmentation des ventes de cet herbicide de 72 % depuis 1997. (1)

(1) " Pesticides : le piège se referme ", François Veillerette, terre vivante, 2002.

La folie des abeilles

Les abeilles, merveilleuses butineuses, essentielles à la fécondation de multiples fleurs et fruits, deviennent folles. Folie dont on ne peut pas prouver la ou les causes. Et tant que l'on n'a pas de preuve, pas de coupable. Et le coupable court toujours.

Depuis 1994, des ruches se dépeuplent mystérieusement. Pas d'abeilles mortes sur le fond mais une population qui disparaît sans symptômes de maladies: on retrouve la ruche vide ou presque. Ce dépeuplement des ruches s'observe dans les régions de grandes cultures. Tous les symptômes montrent bien un empoisonnement aux effets sublétaux et chroniques.

Les présomptions pèsent sur le Gaucho, ingénieuse invention, puisque sa matière active, l'imidaclopride, se substitue dans les neuro-transmetteurs à une molécule, l'acétylcholine, responsable de la transmission de l'influx nerveux. Le système nerveux des organismes atteints s'en trouve complètement perturbé. Ingénieux, cet insecticide utilisé en grande culture (betterave, maïs, escourgeon...), puisque seules les semences sont traitées: plus besoin de pulvérisation dans les champs.

Il semble que les molécules de cet insecticide se retrouvent dans le pollen, avec de surcroît un effet différé dans le temps. Les butineuses récoltent pendant l'été le pollen (maïs, phacélie, moutarde d'automne, colza) et le stockent dans la ruche. Elles pourraient être contaminées, soit directement, en récoltant du pollen d'une culture traitée (maïs), soit, et c'est le plus probable, indirectement en récoltant le pollen d'une culture venant après une culture traitée (betteraves, escourgeon), que ce soit la même année ou l'année suivante. C'est à la fin de l'automne ou au printemps suivant que les pertes d'abeilles se produisent, c'est-à-dire au moment précis où ce pollen est utilisé par la colonie.

Hypothèse la plus crédible: les abeilles voient leur comportement perturbé par le pesticide, même à très faible dose, et perdent notamment le sens de l'orientation qui leur permet de retrouver la ruche.

Bayer récuse ces accusations: il n'est pas démontré que la folie des abeilles est due au Gaucho. Le dossier est pourtant bien étayé, mais il faudrait que les apiculteurs ou quiconque, apportent la preuve irréfutable que le Gaucho est bel et bien coupable - sans que ne soit précisé quelles preuves seraient, le cas échéant, suffisantes. Cette charge relève de la mission impossible, alors que pour être mis sur le marché, les pesticides doivent simplement satisfaire à une série de tests, qui eux ne prouvent pas à suffisance l'absence d'effets néfastes du produit, particulièrement s'il s'agit d'effets chroniques et sublétaux, non pris en compte lors des essais.

Les abeilles meurent sans rien dire et émeuvent très peu les autorités publiques. Le principe de précaution ne s'imposerait-il pas? La folie des abeilles pourrait bien être un symptôme d'un empoisonnement plus vaste. Et puis, nous aussi nous avons des neurotransmetteurs sensibles à l'imidaclopride. Mais tant que le lien de cause à effet n'est pas démontré, et face au lobby industriel, les autorités se font un devoir de respecter le grand principe de l'inertie.

Agriculture: la troisième voie

Philippe Viaux,
ITCF

Utiliser peu ou pas de pesticides, c'est possible. Entre l'agriculture intensive, qui a montré ses limites et met maintenant en avant le concept d'agriculture raisonnée, et l'agriculture biologique, une troisième voie existe: celle de l'agriculture intégrée. En voici une présentation par Philippe Viaux, de l'Institut technique français des céréales.

Les 3 voies

" Personne n'ose plus aujourd'hui parler d'agriculture intensive. Pourtant ce type d'agriculture est le plus répandu dans nos pays. On l'accuse d'engendrer des excédents, de dégrader l'environnement et de produire des aliments de qualité industrielle. Cette vision est sans doute excessive. Un nombre de plus en plus important d'agriculteurs se préoccupe d'environnement et de qualité et raisonne les intrants au cas par cas. Comme toute activité, l'agriculture a un impact sur l'environnement. Trop souvent, cependant, on limite cet impact à la qualité des eaux. Il ne faut pas oublier que l'agriculture a aussi un impact sur la qualité de l'air, sur l'utilisation des ressources naturelles non renouvelables (énergie, fertilisants, sols) , ainsi que sur la biodiversité.

La voie actuelle d'évolution des systèmes de production de grands cultures consiste à mettre en avant le concept d'agriculture raisonnée (voir encadré). Dans ce cas, la plupart du temps les agriculteurs ne remettent pas en cause la conduite globale des cultures, ni, à fortiori, le système de production lui-même.

Le "bio": oui, mais...

Une autre voie est celle de l'agriculture biologique. Bien qu'en croissance, l'agriculture biologique ne nous paraît pas pouvoir se développer au delà d'un certain niveau (probablement pas plus de 10% du marché).

En effet, de sérieux problèmes techniques limitent les rendements, qui sont, en grandes cultures et sous nos climats, environ la moitié de ceux obtenus en agriculture conventionnelle (fertilisation azotée limitante, adventices non maîtrisées, maladies, etc). De plus, il nous semble que s'interdire tous les produits chimiques de synthèse peut conduire à des effets pervers dus à l'utilisation de produits "naturels" en quantité excessive (c'est le cas, par exemple, du cuivre, indispensable en bio pour contrôler le mildiou de la pomme de terre mais dont l'accumulation dans les sols est dangereux). Son intérêt réside surtout dans l'approche globale du système de production et la recherche de la complémentarité entre agriculture et élevage.

Valoriser au mieux les mécanismes biologiques et utiliser une approche globale de l'exploitation, c'est ce qui nous conduit à proposer le concept de système intégré. Il s'agit dans un tel système d'approcher les principes de l'agriculture biologique sans s'interdire d'utiliser des produits chimiques de synthèse quand cela s'avère nécessaire.

Peu d'intrants, beaucoup d'intelligence

Pour mettre en œuvre les systèmes intégrés, on peut s'appuyer sur quelques principes simples dans leur énoncé, même si leur mise en pratique au niveau de l'exploitation ne l'est pas forcément. Il s'agit, entre autres :

- d'associer, au sein d'une ou de quelques exploitations, des productions végétales annuelles et pérennes (prairies permanentes, vergers, bois, etc.), à des productions animales;
- de choisir es successions de cultures qui minimisent les risques de développement de maladies et de mauvaises herbes et économisent les engrais ;
- de ne pas avoir de parcelles trop grandes et de tenir compte de la répartition des cultures dans l'espace (notion d'assolement), afin de limiter les risques sanitaires ainsi que le ruissellement ou l'érosion;
- de maintenir, développer, entretenir les zones non cultivées: haies, bosquets, bandes enherbées, jouent un rôle très important pour préserver la faune sauvage et les paysages et participent à la protection de la qualité de l'eau;
- d'utiliser, dans la mesure du possible, des techniques de travail du sol simplifié pour augmenter la teneur en matière organique et l'activité biologique des sols;
- de choisir un objectif de rendement moyen (accessible une année sur deux);
- et enfin, de considérer les produits phytosanitaires comme un recours quand tout a été fait pour limiter la présence de maladies, de ravageurs ou de mauvaises herbes. C'est généralement le cas si on a respecté tout ce qui a été dit précédemment. On évitera dans la mesure du possible les traitements préventifs.

La mobilisation de l'ensemble de ces techniques permet effectivement de réduire les intrants de manière tout à fait significative, si l'on compare avec des techniques conventionnelles (voir tableau). Ces réductions entraînent de légères baisses de rendement mais l'efficacité économique doit se juger globalement, au niveau de l'exploitation. Or on constate, à travers des études réalisées en France et dans différents pays européens, que ces systèmes ont la même

rentabilité économique que les systèmes conventionnels. C'est bien leur cohérence qui apporte un "plus" en matière d'économie, d'environnement et de qualité des produits.

Tableau 1 : Comparaison des niveaux d'intrants sur blé tendre entre un système conventionnel et un système intégré à Boigneville - 91 - (Moyenne de 1991 à 1995)

INTRANTS	Semences	N	P, K	Herbicides	Fongicides	Insecticides	Régulateurs
Conventionnel (F/ha)	278	566	199	441	498	63	22
Intégré (F/ha)	245	439	152	305	185	12	0
Variation	8	24	19	31	66	81	100

L'industrie n'en veut pas

C'est donc essentiellement les avantages en matière d'environnement qui justifient de s'orienter vers ces systèmes. Ces avantages concernent la protection des milieux, de l'eau, de l'air, la biodiversité mais aussi la préservation des ressources naturelles et de la fertilité des sols. Ils sont importants pour la société mais pas suffisamment pour les agriculteurs car la mise en œuvre des systèmes intégrés nécessite plus d'observation et plus de technicité. Par ailleurs, il est facile de comprendre que les coopératives ou les organismes stockeurs qui vendent des intrants et achètent les récoltes n'ont aucun intérêt à encourager les agriculteurs dans cette voie. Leur chiffre d'affaires baisserait considérablement. Ces organismes sont, et de loin, les premiers conseillers techniques des agriculteurs (on dit couramment que 80% du conseil technique provient de ces organismes).

Il n'est donc pas absurde que les agriculteurs qui souhaitent pratiquer les systèmes intégrés demandent à la société une compensation économique pour franchir une étape de conversion comme dans le cas de l'agriculture biologique.

Halte aux gaspils et à la pollution

En élargissant le champ de la réflexion, on est obligé de constater que la spécialisation des systèmes de production sur le territoire (en l'occurrence) français explique pour une part importante les gaspillages et les pollutions. Ainsi, le brûlage des pailles, courant dans certaines régions céréalières, n'aurait aucun intérêt si, à proximité, se trouvaient des élevages. La paille pourrait être utilisée comme litière. Inversement dans les régions d'élevage intensif, les épandages excessifs de lisiers conduisent à un gaspillage d'éléments fertilisants. Si bien que, globalement pour la "ferme France", d'un côté, on gaspille de l'énergie en brûlant des pailles et en achetant des engrais de synthèse, de l'autre on pollue les eaux. L'intérêt général voudrait que la répartition sur le territoire des systèmes de production agricole permette de réaliser des économies tout en ayant un impact plus faible sur l'environnement. La "mixité" des systèmes, qui permet d'avoir sur un même petit territoire des surfaces en herbes, des grandes cultures et des cultures pérennes (vergers, arbres haies, etc.) semble ainsi avoir de nombreux avantages tant sur le plan agronomique que sur le plan environnemental.

Revenir à un meilleur équilibre sur le territoire de l'élevage et des grandes cultures nécessitera du temps et de la volonté politique. Cela permettrait aussi une répartition plus équilibrée des hommes sur le territoire. Car les systèmes de grandes cultures nécessitent peu de main-d'œuvre alors que l'élevage occupe plus de personnes directement au niveau des exploitations et indirectement au niveau de la transformation. "

Pour en savoir plus:

o "Une troisième voie en Grande Culture", Philippe Viaux, 1999, Editions Agridécisions Groupe France Agricole 8, cité de Paradis 75493 Paris Cedex10 (ISBN 2 - 912199 -05 -0)

o France Nature Environnement: www.fne.asso.fr/

o Le Groupement d'arboriculteurs wallons pratiquant les techniques intégrées (GAWI): les pionniers de la production intégrée de pommes et poires: 04 379 23 36.

Les sirènes de l'agriculture raisonnée

L'agriculture intensive a changé de nom, elle se dit maintenant "raisonnée". Mais c'est toujours la même, celle qui produit des vaches folles, des poulets à la dioxine, celle qui pollue les eaux par les pesticides et les nitrates, qui gaspillent des ressources, etc. Elle est promue par l'association Farre (Forum de l'agriculture raisonnée respectueuse de l'environnement): tout un programme. Et qui est derrière cette association? Les fédérations de l'industrie agro-alimentaire, des producteurs d'engrais et d'amendements, des producteurs de pesticides... ils sont tous là: Monsanto, Dupont de Nemours, Rhône Poulenc, Bayer, Novartis... Belle opération de communication. On s'y laisserait prendre. Leurs propositions se résument à respecter la législation en matière d'établissements classés, de nitrates et

d'utilisation dans les règles de l'art des pesticides. Rien de plus. Un peu de peinture verte sur un modèle productiviste néfaste pour la santé et l'environnement.

Notre préférence va de tout cœur à l'agriculture biologique, et juste après, à l'agriculture intégrée. Parce que c'est la seule agriculture "durable", qui va bien au-delà des "bonnes pratiques" agricoles. Celle qui repose sur l'équilibre entre le sol, les plantes et les animaux, qui incite à cultiver les végétaux les mieux adaptés à la terre et au climat, qui obtient une réduction pérenne des intrants, principale source de pollution et de gaspillage. Parce que l'agriculture durable, c'est aussi le maintien de l'emploi en agriculture, une répartition équitable des aides publiques, une eau potable et une alimentation de qualité.

Oser les plans de réduction de pesticides

"La Commission et les Etats membres doivent continuer à coopérer pour faire en sorte que les fabricants et les utilisateurs de pesticides prennent les précautions nécessaires pour garantir une utilisation sûre des pesticides"(1). L'utilisation sûre des pesticides est, bien entendu, un leurre.

Pour éviter la contamination de l'environnement, de la chaîne alimentaire et les atteintes à la santé, il faut réduire drastiquement l'utilisation des pesticides et, mieux, ne plus les utiliser du tout. Tout au plus y recourir dans certains cas spécifiques et pour lesquels il n'y aurait pas d'alternatives.

C'est une problématique très sensible puisqu'elle touche d'importants intérêts économiques et suscite un lobby puissant de la part de l'industrie. C'est aussi une problématique qui illustre parfaitement bien les choix de société, les choix politiques en matière de développement durable. Avec une "utilisation sûre des pesticides" ou "une utilisation rationnelle des pesticides", on ne change rien du tout. Diminuer l'utilisation des pesticides demande un changement de mentalité, et notamment de notre relation avec la nature, l'environnement, le respect de la vie et de la santé d'autrui. Les moyens qui ont pu être consacrés à la recherche et au développement en matière d'agriculture biologique et de lutte intégrée ont jusqu'ici été très peu de choses, alors que des trésors de moyens sont utilisés pour empoisonner le monde. On fabrique même des cultures qui peuvent résister aux herbicides. Dans l'intérêt de qui? Pas facile évidemment pour les autorités de réorienter les processus de production et de consommation, de créer une nouvelle dynamique économique. Pas facile mais nécessaire. Et pour commencer, les ONG de protection de l'environnement demandent la mise en œuvre de Plans de réduction des pesticides, à tous les niveaux, européen, national, régional et communal.

(1) "La Commission publie les résultats du programme de contrôle des pesticides de 1999", Commission européenne, Communiqué de presse du 27 juillet 2001.